

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 229/03

ÉFAI – 030495 – AFR 54/066/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS DÉTENTION AU SECRET

SOUDAN

Mohamed Omer Ibrahim (h), ancien directeur régional de Sudatel – l'opérateur national de télécommunications – dans le Darfour, 60 ans
Suleiman Hasab Allah (h), *shertai* (chef de tribu four) dans l'est de la région montagneuse du Djebel Marra, environ 70 ans
Mohamed Issa El Haj (h), pharmacien, intellectuel, 51 ans
Abdelaziz Abdalla Abdel Mahmoud (h), ancien fonctionnaire, 39 ans
Suleiman Tahir Abdalla (h), *sheikh* (responsable de village), 50 ans
Mohamed Mohamed Tahir (h), fils de Suleiman Tahir Abdalla, 37 ans
Abu Gasim Musa El Tahir (h), proche de Suleiman Tahir Abdalla, 23 ans

Londres, le 30 juillet 2003

Les sept hommes mentionnés ci-dessus, tous responsables communautaires issus de l'ethnie four, ont été arrêtés par les autorités soudanaises entre le 16 et le 26 juillet, à divers endroits de la région du Darfour, située dans l'ouest du Soudan. On ignore où ces hommes se trouvent. Ils risquent d'être torturés ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements et Amnesty International craint pour leur sécurité.

Mohamed Omer Ibrahim a été appréhendé par les forces de sécurité le 16 juillet à Nyala, la capitale du Darfour méridional. Six mois plus tôt, cet ancien directeur régional de Sudatel, l'opérateur national de télécommunications, avait été relevé de ses fonctions. Les autorités soudanaises ont indiqué que sa destitution servait l'« *intérêt public* », mais elles n'ont pas donné d'informations complémentaires. Suleiman Hasab Allah, *shertai* (chef de tribu four), aurait été arrêté par les forces de sécurité entre le 21 et le 26 juillet alors qu'il se rendait de Nyartati, dans l'ouest du Darfour, à Nyala. Mohammed Issa El Haj a été interpellé par cinq membres des forces de sécurité en civil à Nyala, dans la pharmacie où il travaille, le 26 juillet à 10 heures du matin. Abdelaziz Abdalla Abdel Mahmoud, pour sa part, a été appréhendé par deux membres des forces de sécurité en civil le 26 juillet, en milieu de journée, alors qu'il se trouvait au marché de Nyala. Il semble que ces quatre hommes soient actuellement détenus au secret dans les locaux des forces de sécurité à Nyala, cependant, personne n'a été autorisé à les voir.

Le *sheikh* (responsable de village) Suleiman Tahir Abdalla, ainsi que son fils, Mohamed Mohamed Tahir, et un autre de ses proches, Abu Gasim Musa El Tahir, auraient été arrêtés le 25 juillet par des soldats de l'armée gouvernementale du Soudan lors d'une attaque dirigée contre le village de Shoba, dans le Darfour septentrional. Selon les informations recueillies, ces hommes ont par la suite été transférés dans la ville voisine de Kebkabiya, et sont actuellement détenus au secret dans un lieu inconnu. La Loi relative à la sécurité nationale autorise les forces de sécurité à maintenir des personnes en détention au secret pendant une durée pouvant aller jusqu'à neuf mois, sans que celles-ci soient inculpées ou aient la possibilité de faire examiner la légalité de leur détention par un tribunal. Amnesty International reçoit fréquemment des témoignages indiquant que des personnes détenues au secret par les forces de sécurité soudanaises ont été victimes d'actes de torture.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

D'après des sources locales, le 25 juillet, entre 4 et 5 heures du matin, plusieurs centaines d'individus portant l'uniforme des forces gouvernementales ont lancé une offensive contre la partie orientale de Shoba, un village dont la majorité des habitants sont issus de l'ethnie four. Le lendemain, les violences ont gagné l'ouest du village. Au moins 51 villageois, dont de nombreuses personnes âgées, auraient été tués au cours de l'attaque, et huit ont été blessés. Selon les informations reçues, aucune victime n'est à déplorer dans les rangs des assaillants. Plusieurs centaines de villageois, dont une majorité de femmes, ont fui vers Kebkabiya. Jusqu'au 28 juillet, les habitants de Shoba réfugiés à Kebkabiya n'auraient pas été en mesure de se rendre dans leur village, en raison d'un barrage routier établi par des soldats de l'armée gouvernementale. Certains ont pu retourner à Shoba le 28 juillet pour enterrer les villageois morts lors du raid. La plupart des habitants du village sont toujours à Kebkabiya à ce jour. Des membres de l'ethnie four soupçonnent des groupes nomades et des soldats de l'armée gouvernementale d'être à l'origine de cette attaque.

Shoba a déjà été le théâtre d'une offensive, le 28 avril 2002. Un groupe de nomades armés avaient alors attaqué le village et tué 17 personnes. Par la suite, au moins huit responsables communautaires de Shoba, notamment ceux qui s'étaient plaints aux autorités

après les violences, ont été arrêtés. Ils ont été maintenus en détention sans être inculpés pendant des périodes allant jusqu'à sept mois, puis ont été remis en liberté.

En février 2003, l'Armée de libération du Soudan (ALS), formée de cultivateurs issus des ethnies four et zaghawa, a pris les armes contre le gouvernement qui, selon les membres de ce mouvement, ne protège pas leurs communautés et laisse la région dans un état de marginalisation. Les affrontements entre l'ALS et les forces gouvernementales se sont intensifiés au cours des dernières semaines, en particulier dans le Darfour septentrional. Les forces de sécurité soudanaises ont fréquemment eu recours à la détention au secret, notamment dans le Darfour, pour incarcérer les personnes soupçonnées de critiquer le gouvernement et, depuis février 2003, les civils suspectés de soutenir l'ALS. Selon les habitants de cette région, les membres des ethnies four et zaghawa sont de plus en plus souvent appréhendés en raison de leur appartenance au même groupe ethnique que les membres de l'ALS.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en arabe, en anglais ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous extrêmement préoccupé par la sécurité des sept hommes mentionnés ci-dessus, qui ont été arrêtés entre le 16 et le 26 juillet dans la région du Darfour ;
- exhortez les autorités soudanaises à faire connaître immédiatement le lieu où se trouvent ces hommes et demandez-leur de s'assurer qu'ils ne seront pas torturés ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements ;
- appelez les autorités à leur permettre sans délai ni restriction d'entrer en contact avec leurs proches, de consulter un avocat et de bénéficier des soins médicaux éventuellement requis par leur état de santé ;
- engagez les autorités à s'acquitter de leurs obligations en vertu de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), en inculquant ces hommes d'une infraction dûment reconnue par la loi et en les libérant rapidement dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité, ou en les libérant sur-le-champ ;
- dites-vous préoccupé par l'intensification des atteintes perpétrées contre des civils vivant dans la région du Darfour et demandez aux autorités de renoncer à résoudre la situation en recourant à la détention de personnes au secret sans les inculper.

APPELS À :

Premier vice-président :

Mr Ali Osman Mohamed Taha
First Vice-président
People's Palace
PO Box 281
Khartoum, Soudan

Télégrammes : First Vice-President, Khartoum, Soudan

Fax : +249 11 771651 / 779977

Formule d'appel : *Your Excellency, / Votre Excellence,*

Ministre de la Justice et procureur général :

Mr Ali Mohamed Osman Yassin
Minister of Justice and Attorney General
Ministry of Justice
Khartoum, Soudan

Télégrammes : Justice Minister, Khartoum, Soudan

Fax : +249 11 771479 (merci de vous montrer persévérant)

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

Gouverneur du Darfour méridional :

Lieutenant-Colonel Adam Hamid Musa
Governor of South Darfur
c/o People's Palace
PO Box 281
Khartoum, Soudan

Télégrammes : Governor of South Darfur, Khartoum, Soudan

Fax : +249 11 771651 / 787676 / 783223

Formule d'appel : *Dear Governor, / Monsieur le Gouverneur,*

Gouverneur du Darfour septentrional :

M. Osman Mohamed Yusif Kubor
Governor of North Darfur
c/o People's Palace
PO Box 281, Khartoum, Soudan

Télégrammes : Governor of North Darfur, Khartoum, Soudan

Fax : +249 731 42696 (merci de vous montrer persévérant)

Formule d'appel : *Dear Governor, / Monsieur le Gouverneur,*

COPIES À :

Conseil Consultatif sur les droits humains :

Dr Yasir Sid Ahmed
Advisory Council for Human Rights
PO Box 302
Khartoum, Soudan

Fax : +249 11 779173 / 770883

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Soudan dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 10 SEPTEMBRE 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*